



GIP L'EUROPE À MAYOTTE

1, rue du receveur MADI COMBO
Lotissement MLEZI
97680 TSINGONI

Le Groupement d'Intérêt Public l'Europe à Mayotte recrute par voie statutaire :

Un Chargé de mission audit et contrôle interne (H/F)

Placé·e sous l'autorité du Directeur, le chargé de mission auprès de la cellule Audit et Contrôle Interne assiste la direction du GIP dans ses missions de mise en œuvre et de contrôle des fonds européens, dans la gestion des programmes opérationnels 2021 – 2027.

L'audit et le contrôle interne ont pour objet de s'assurer du bon fonctionnement du système de gestion mis en place et de vérifier que les procédures définies notamment dans le descriptif du système de gestion et de contrôle sont bien respectées par l'ensemble des services instructeurs.

Ce contrôle, qui porte sur les opérations cofinancées par les fonds européens et sur les systèmes/procédures de gestion et de contrôle, a pour objectif principal de détecter, prévenir et corriger les irrégularités (individuelles ou systémiques) ou les défaillances constatées lors des vérifications sur pièces et sur place le cas échéant. Il est gagné en importance stratégique avec la suppression de l'autorité de certification dans le cadre du PO 21/27.

L'audit et le contrôle interne doivent veiller au respect des procédures (notamment l'identification des bonnes pratiques), au service rendu à l'utilisateur/porteur de projet et à l'organisation des activités et des processus.

Les observations relevées sur les dossiers contrôlés sont signalées aux services qui en ont la charge.

Il/elle assure la coordination des contrôles et la mise en œuvre des suites à donner. Une attention particulière est portée au caractère conclusif des contrôles et au suivi des conclusions.

Activités principales :

- Conduite des audits ;
- Détection, prévention et correction des irrégularités (individuelles ou systémiques) ou défaillances;
- Contrôle des dossiers et visites sur place si nécessaire ;
- Coordination des contrôles et mise en œuvre des suites à donner ;
- Rédaction du rapport annuel de contrôle ;
- Définition d'un modèle de tableau de bord et de cartographie de risques ;
- Élaboration d'un outil d'autoévaluation des systèmes de gestion.

Spécificités du poste :

Le poste demande, compte tenu de la diversité de son contenu, une forte implication personnelle sur l'ensemble de son champ d'action, une capacité d'analyse et de synthèse, une polyvalence, un sens de l'autonomie et de grande disponibilité, un sens relationnel développé en interne et en externe, une capacité d'adaptation, une rigueur, une connaissance des politiques européennes et du mode de





fonctionnement de la commission européenne au niveau régional, notamment les fonds européens structurels d'investissement

Profil recherché

- Formation Bac + 3 à Bac + 5 ;
- Disposer de compétences budgétaires et comptables ;
- Disposer des compétences juridiques ;
- Disposer des compétences informatiques (bureautique : niveau pratique requis).
- Savoir travailler en équipe, savoir appliquer la réglementation, avoir l'esprit de synthèse et savoir négocier.
- Avoir le sens des relations humaines, savoir s'adapter et savoir communiquer.

Rémunération liée au poste : Entre 2 500 € à 3 000 € bruts mensuels selon l'expérience professionnelle.

Possibilité de maintenir le salaire sur présentation des pièces justificatives.

Temps de travail : temps complet, 1607 annuelles + RTT

Catégorie A de la fonction publique

Date de début de publication : 19/01/2024

Date de fin de publication : 19/02/2024

Poste à pourvoir : le 01/03/2024

Fiche de poste téléchargeable sur [Emploi territorial et sur le site L'Europe s'engage à Mayotte](#) ou disponible sur demande à dhouliadayni.soula@europe-a-mayotte.yt

Adressez votre candidature avant le 19/02/2024 par courriel :

dhouliadayni.soula@europe-a-mayotte.yt

adrachi.velou@europe-a-mayotte.yt

Travailleurs handicapés

Conformément au principe d'égalité d'accès à l'emploi public, ces emplois sont ouverts à tous les candidats remplissant les conditions statutaires requises, définies par le code général de la fonction publique.

À titre dérogatoire, les candidats bénéficiant d'une reconnaissance de qualité de travailleur handicapé peuvent accéder à cet emploi par voie contractuelle.

